

# TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE  
LA RECHERCHE INTERNATIONALE

## PCT

Destinataire :

voir le formulaire PCT/ISA/220

OPINION ÉCRITE DE L'ADMINISTRATION  
CHARGÉE DE LA RECHERCHE  
INTERNATIONALE

(règle 43bis.1 du PCT)

Date d'expédition

(jour/mois/année) voir le formulaire PCT/ISA/210 (deuxième feuille)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire  
voir le formulaire PCT/ISA/220

**POUR SUITE À DONNER**

Voir le point 2 ci-dessous

Demande internationale No.

PCT/FR2004/050613

Date du dépôt international (jour/mois/année)

24.11.2004

Date de priorité (jour/mois/année)

24.11.2003

Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB

H04N7/08

Déposant

MEDIALIVE

1. La présente opinion contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- ☒ Cadre n° I Base de l'opinion
- ☒ Cadre n° II Priorité
- ☐ Cadre n° III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- ☒ Cadre n° IV Absence d'unité de l'invention
- ☒ Cadre n° V Déclaration motivée selon la règle 43bis.1(a)(i) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- ☐ Cadre n° VI Certains documents cités
- ☒ Cadre n° VII Irrégularités dans la demande internationale
- ☐ Cadre n° VIII Observations relatives à la demande internationale

2. **SUITE À DONNER**

Si une demande d'examen préliminaire internationale est présentée, la présente opinion sera considérée comme une opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, sauf dans le cas où le déposant a choisi une administration différente de la présente administration aux fins de l'examen préliminaire international et que l'administration considérée a notifié au Bureau international, selon la règle 66.1bis.b), qu'elle n'entend pas considérer comme les siennes les opinions écrites de la présente administration chargée de la recherche internationale.

Si, comme cela est indiqué ci-dessus, la présente opinion écrite est considérée comme l'opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le déposant est invité à soumettre à l'administration chargée de l'examen préliminaire international une réponse écrite, avec le cas échéant des modifications, avant l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi du formulaire PCT/ISA/220 ou avant l'expiration d'un délai de 22 mois à compter de la date de priorité, le délai expirant le dernier devant être appliqué.

Pour plus de détails sur les possibilités offertes au déposant, se référer au formulaire PCT/ISA/220.

3. Pour de plus amples détails, se référer aux notes relatives au formulaire PCT/ISA/220.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la  
recherche internationale



Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2  
NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas  
Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl  
Fax: +31 70 340 - 3016

Fonctionnaire autorisé

Goy, S

N° de téléphone +31 70 340-4991



**OPINION ÉCRITE DE L'ADMINISTRATION  
CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE**

**10/579617**  
Demande internationale n°  
PCT/FR2004/050613

**IP20 Rec'd PCT/PTO 17 MAY 2006**

**Cadre n°1 Base de l'opinion**

1. En ce qui concerne la langue, la présente opinion a été établie sur la base de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.  
☐ La présente opinion a été établie sur la base d'une traduction de la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée dans la langue suivante , qui est la langue de la traduction remise aux fins de la recherche internationale (selon les règles 12.3 et 23.1.b)).
2. En ce qui concerne la ou les séquences de nucléotides ou d'acides aminés divulguées dans la demande internationale, le cas échéant, la recherche internationale a été effectuée sur la base des éléments suivants :
  - a. Nature de l'élément :  
☐ un listage de la ou des séquences  
☐ un ou des tableaux relatifs au listage de la ou des séquences
  - b. Type de support :  
☐ sur papier sous forme écrite  
☐ sur support électronique sous forme déchiffrable par ordinateur
  - c. Moment du dépôt ou de la remise :  
☐ contenu(s) dans la demande internationale telle que déposée  
☐ déposé(s) avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur  
☐ remis ultérieurement à la présente administration aux fins de la recherche
3. ☐ De plus, lorsque plus d'une version ou d'une copie d'un listage des séquences ou d'un ou plusieurs tableaux y relatifs a été déposée, les déclarations requises selon lesquelles les informations fournies ultérieurement ou au titre de copies supplémentaires sont identiques à celles initialement fournies et ne vont pas au-delà de la divulgation faite dans la demande internationale telle que déposée initialement, selon le cas, ont été remises.
4. Commentaires complémentaires :

---

**Cadre n° II Priorité**

---

1. ☐ La validité de la revendication de priorité n'a pas été prise en considération car l'Administration chargée de la Recherche Internationale ne dispose pas d'une copie de la demande antérieure dont la priorité est revendiquée ou, si nécessaire, de sa traduction. Cette Opinion a toutefois été établie en supposant que la date pertinente (Règles 43bis.1 et 64.1) était bien la date de priorité.
2. ☐ La présente opinion a été établie comme si aucune priorité n'avait été revendiquée, du fait que la revendication de priorité a été jugée non valable (règles 43bis.1 et 64.1). Dès lors pour les besoins de la présente opinion, la date du dépôt international indiquée plus haut est considérée comme la date pertinente.
3. Observations complémentaires, le cas échéant :  
**voir feuille séparée**

---

**Cadre n° IV Absence d'unité de l'invention**

---

1. ☒ En réponse à l'invitation (formulaire PCT/ISA/206) à payer des taxes additionnelles, le déposant :
  - ☒ a payé des taxes additionnelles.
  - ☐ a payé des taxes additionnelles sous réserve.
  - ☐ n'a pas payé de taxes additionnelles.
2. ☐ L'administration chargée de la recherche internationale estime qu'il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention et décide de ne pas inviter le déposant à payer de taxes additionnelles.
3. L'Administration chargée de la recherche internationale estime que, aux termes des règles 13.1, 13.2 et 13.3 :
  - ☐ il est satisfait à l'exigence d'unité de l'invention
  - ☒ il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention, pour les raisons suivantes :  
**voir feuille séparée**
4. En conséquence, la présente opinion a été établie à partir des parties suivantes de la demande internationale :
  - ☒ toutes les parties de la demande
  - ☐ les parties relatives aux revendications nos

---

**Cadre n° V Déclaration motivée selon la règle 43*bis*.1(a)(i) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration**

---

**1. Déclaration**

Nouveauté	Oui : Revendications	1-10
	Non : Revendications	
Activité inventive	Oui : Revendications	
	Non : Revendications	1-10
Possibilité d'application industrielle	Oui : Revendications	1-10
	Non : Revendications	

**2. Citations et explications**

**voir feuille séparée**

---

**Cadre n° VII Irrégularités dans la demande internationale**

---

Les irrégularités suivantes, concernant la forme ou le contenu de la demande internationale, ont été constatées :

**voir feuille séparée**

BEST AVAILABLE COPY

- 1 Il est fait référence aux documents suivants:
- D1: WO 03/063445 A (MEDIALIVE ; LECOMTE DANIEL (FR)) 31 juillet 2003 (2003-07-31)
  - D2: WO 01/67667 A (WAJS ANDREW AUGUSTINE ; IRDETO ACCESS BV (NL); ENTRIQ (US); WHITE MARK) 13 septembre 2001 (2001-09-13)
  - D3: WO 02/062054 A (GEN INSTRUMENT CORP) 8 août 2002 (2002-08-08)
  - D4: WO 02/45334 A (NORTEL NETWORKS LIMITED; NORTEL NETWORKS UK LIMITED) 6 juin 2002 (2002-06-06)

**Concernant les points II et VII**

- 2 Le document de priorité ne contient pas les passages suivants de la présente demande:
- (a) page 12, lignes 26-27,
  - (b) page 15, lignes 11-14,
  - (c) page 15, lignes 18-26,
  - (d) page 15, lignes 29-30,
  - (e) page 15, lignes 31-34.

Les passages (b) et (e) ne semblant pas être dérivables directement et de manière non-ambiguë du contenu du document de priorité, la revendication de priorité de la présente demande pourrait être considérée invalide.

- 3 La demande ne remplit pas les conditions énoncées à l'article 6 PCT, les revendications 1, 6, 8 et 9 n'étant pas claires.
- 3.1 La revendication 1 ne satisfait pas aux conditions requises à l'article 6 PCT, dans la mesure où l'objet pour lequel une protection est recherchée n'est pas clairement défini. La revendication tente de définir cet objet par le résultat à atteindre ("en mode multicast sécurisé"), ce qui revient simplement à énoncer le problème fondamental que doit résoudre l'invention, sans fournir les caractéristiques techniques nécessaires pour parvenir à ce résultat.
- 3.2 Les termes suivants:
- (a) "étendu(e)", utilisé dans la revendication 1,
  - (b) "multi-réception", utilisé dans la revendication 6,

(c) "gestion", utilisé deux fois dans la revendication 6 et  
(d) "personnalisée", utilisé dans la revendication 8,  
sont vagues et équivoques, et laissent un doute quant à la signification des caractéristiques techniques auxquelles ils se réfèrent. L'objet des dites revendications n'est donc pas clairement défini (article 6 PCT).

- 3.3 La revendication 9 est définie d'une manière générale par la proposition suivante:  
"le contrôle de débit dans le groupe multicast est effectué en conséquence de la sécurisation et de la personnalisation de l'information supplémentaire".

La description se semble cependant pas contenir de détails relatifs à la proposition susmentionnée. Par conséquent, la revendication 9 ne se fonde pas sur la description, comme l'exige l'article 6 PCT.

**Concernant le point IV**

**Déclaration motivée quant à la non-unité de l'invention; citations et explications à l'appui de cette déclaration**

- 4 Cette Administration considère que l'objet de la revendication indépendante 1 ne constitue pas une contribution par rapport à l'état de la technique. L'exigence d'unité de l'invention (règle 13.1 PCT) n'est donc pas observée, dans la mesure où il n'existe pas entre les objets des groupes suivants de revendications dépendantes de relation technique portant sur un ou plusieurs éléments techniques particuliers identiques ou correspondants au sens de la règle 13.2 PCT:

I) Revendications 2-4, 6-8 et 10 concernant un procédé et un système pour la distribution de flux audiovisuels numériques, répartissant les données vidéo sur un canal broadcast et un canal multicast et utilisant des clés de session individuelles pour sécuriser la transmission,

II) Revendications 5 et 9 concernant un procédé et un système d'optimisation de bande passante, grâce à des extensions de protocoles multicast.

Les raisons pour lesquelles la présente demande porte sur deux inventions non liées entre elles de telle sorte qu'elles ne formeraient qu'un seul concept inventif général, sont les suivantes:

4.1 L'état de la technique est représenté par le document D1. Ce document révèle tous les éléments de la revendication 1 qui pourraient constituer une contribution par rapport à l'état de la technique (cf. partie 5 de la présente communication).

4.2 Pour la revendication 2, l'authentification entre le client et le serveur (en mode unicast) apparaît donc comme l'élément technique particulier.

L'effet technique résultant de cet élément technique particulier est la vérification en ligne "que le client possède suffisamment de droits pour recevoir des UFICS et pour générer la clé de session" (description, page 13, lignes 10-13).

Le problème résolu par cet élément technique particulier peut donc être considéré comme étant "la transmission sécurisée et personnalisée de l'information" (description, page 5, lignes 8-10).

4.3 Pour la revendication 5, considérée comme dépendante de la revendication 1, l'inclusion de la gestion de groupes multicast dans la couche de liaison apparaît donc comme l'élément technique particulier.

L'effet technique résultant de cet élément technique particulier est la diminution du trafic de messages multicast.

Le problème résolu par cet élément technique particulier peut donc être considéré comme étant l'optimisation de "la bande passante pour chaque client en son point d'accès" (description, page 15, lignes 8-15).

4.4 L'analyse ci-dessus montre que ni les éléments techniques particuliers des groupes d'invention ni les problèmes objectifs à résoudre par ces inventions ne sont identiques ou correspondants, et qu'aucun concept inventif général ne lie entre eux les groupes d'inventions.

La présente demande ne remplit donc pas les conditions d'unité d'invention.

**Concernant le point V**

**Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration**

- 5 Par ailleurs, en dépit du manque de clarté mentionné ci-dessus, l'objet de des revendications 1 et 10 n'implique pas une activité inventive au sens de l'article 33(3) PCT; par conséquent, les conditions énoncées dans l'article 33(1) PCT ne sont pas remplies.
- 5.1 Le document D1, qui est considéré comme étant l'état de la technique le plus proche de l'objet de la revendication 1, décrit (en utilisant les termes de la revendication, les références entre parenthèses s'appliquent à ce document) :

Un procédé pour la distribution sécurisée de flux audiovisuels numériques selon un format standard, normalisé ou propriétaire (page 12, lignes 1-3), lesdits flux sur lesquels on procède, avant la transmission à l'équipement destinataire, à une séparation du flux en deux parties pour générer un flux principal modifié, présentant le format du flux original, et une information complémentaire d'un format quelconque, comportant les informations numériques aptes à permettre la reconstruction du flux original (page 17, lignes 14-28), caractérisé en ce que l'on transmet par voies séparées pendant la phase de distribution ledit flux principal modifié à partir d'un serveur de distribution (page 23, lignes 18-24), à ce que l'on transmet en mode [...] étendu sécurisé ladite information complémentaire vers ledit équipement destinataire depuis un serveur central sécurisé (de la page 25, ligne 33, à la page 27, ligne 5 et page 27, lignes 28-32) en passant par au moins un routeur et au moins un commutateur reliant ledit équipement destinataire audit serveur central via au moins un point d'accès (page 18, lignes 13-19).

- 5.2 La caractéristique technique additionnelle du procédé (transmission en mode multicast) est considérée comme une option commune de conception de système clients-serveur, afin de réduire la charge du serveur, en diminuant le nombre de liaisons unicast.

L'homme du métier aurait recours à cette option sans faire appel à une quelconque activité inventive. Cette caractéristique technique ne constitue donc pas une contribution par rapport à l'état de la technique.



5.3 Le même argument s'applique mutatis mutandis à l'objet de la revendication indépendante correspondante 10 qui n'est donc pas non plus inventif.

6 Les revendications 2-9 ne contiennent aucune caractéristique qui, en combinaison avec celles de l'une quelconque des revendications à laquelle elles se réfèrent, définisse un objet qui satisfasse aux exigences du PCT en ce qui concerne la nouveauté et/ou l'activité inventive:

6.1 Concernant la revendication 2, le problème résolu par ses caractéristiques additionnelles peut donc être considéré comme l'amélioration de la sûreté durant l'authentification.

Ces caractéristiques ont toutefois déjà été employées dans le même but dans un procédé analogue: le document D2 décrit un procédé pour la distribution sécurisée de flux audiovisuels numériques selon un format standard, lesdits flux sur lesquels on procède, avant la transmission à l'équipement destinataire, à une séparation du flux en deux parties (voir résumé et figures 4, par exemple).

D2 décrit aussi une authentification en mode unicast (voir page 12, lignes 1-4). Cette étape constitue par ailleurs une mesure normale pour la personne du métier afin d'améliorer la sûreté de l'authentification: les systèmes d'accès conditionnel utilisent traditionnellement une liaison unicast pour l'identification du client.

Il est évident pour la personne du métier d'appliquer ces caractéristiques, avec un effet correspondant, dans un procédé suivant le document D1 et d'obtenir ainsi un procédé selon la revendication 2.

6.2 Concernant la revendication 5, le problème résolu par ses caractéristiques additionnelles peut donc être considéré comme l'optimisation de la bande passante.

Ces caractéristiques ont toutefois déjà été employées dans le même but dans un procédé analogue: le document D4 décrit un procédé pour la distribution sécurisée de flux audiovisuels numériques en mode multicast (voir résumé, par exemple), où la gestion de groupe multicast s'effectue dans la couche de liaison sécurisant l'accès à la distribution des données en multicast (voir de la page 7, ligne 15 à la page 8, ligne 16).

Il est évident pour la personne du métier d'appliquer ces caractéristiques, avec un effet correspondant, dans un procédé suivant le document D1 et d'obtenir ainsi un procédé selon la revendication 5.

- 6.3 Concernant les autres revendications dépendantes, le déposant est invité à se reporter aux documents D1, D2, D3 et D4, ainsi qu'aux passages correspondants cités dans le rapport de recherche.